MARS 2019 - GRATUIT

CEM LIQUIDATION
Une entreprise sociale
CEM LIQUIDATION
Ameublements neufs

LE CENTRE D'ENTRAIDE MASKOUTAIN ET CEM LIQUIDATION,
deux des organismes majeurs à soutenir les sinistrés de la Place Frontenac. Venez acheter dans notre magasin de meubles neufs, les profits sont réinvestis dans votre communauté !

15 845, avenue Saint-Louis, Saint-Hyacinthe QC | 450 768-4107

JOURNAL MOBILES
VOTRE JOURNAL CITOYEN · MÉDIA COMMUNAUTAIRE MASKOUTAIN
WWW.JOURNALMOBILES.COM

Place Frontenac 1903-2019

PAGES 3 ET 4

PHOTO : KARINE LANGELIER

LE BARSA LOUNGE

VIVEZ L'EXPÉRIENCE !
Sheraton
SAINT-HYACINTHE HOTEL
1315, rue Daniel-Johnson Ouest
Saint-Hyacinthe (Québec) J2S 8S4
sheratonsainthyacinthe.com

KIA SAINT-HYACINTHE a le vent dans les voiles!

Nous déménageons la concession sur le bord de l'autoroute 20, au 450, rue Johnson Est dans la bâtisse adjacente à Honda Casavant.

Voici en primeur une photo du futur.

— LE DÉMÉNAGEMENT EST PRÉVU POUR JUILLET 2019 —

À liquider plus de 100 véhicules neufs + 20 véhicules démonstrateurs avant le déménagement.

LA VENTE LA PLUS SURPRENANTE JAMAIS VUE

OBTENEZ UN BONI CÉLÉBRATION ADDITIONNEL DE 1 000 $
SUR NOS MODÈLES LES PLUS POPULAIRES EN PLUS DES OFFRES EN COURS

KIA 20 ANS AU QUÉBEC

SPORTAGE LX TA 2019
BIEN ÉQUIPÉ À PARTIR DE **25 695 $**
INCLUANT 1 500 $ DE RABAIS TOTAL AU COMPTANT*

SORENTO LX TA 2019
BIEN ÉQUIPÉ À PARTIR DE **27 995 $**
INCLUANT 2 200 $ DE RABAIS TOTAL AU COMPTANT*

SOUL LX 2019 BIEN ÉQUIPÉE POUR **21 995 $**
LOUEZ À PARTIR DE **52 $** 1 SEMAINE **2,99 %** POUR **60** MOIS* À COMPTE DE 2 195 $
INCLUT LE BONI CÉLÉBRATION DE 1 000 $*

VOITURE CANADIENNE DE L'ANNÉE 2019*
stinger
RECEVEZ **1 000 $ EN BONI**
VOITURE DE L'ANNÉE*
AJAC

5 ANS / GARANTIE 100 000 KM / ASSISTANCE ROUTIÈRE KM ILLIMITÉS*
GARANTIE COMPLÈTE • GARANTIE SUR LE GROUPE MOTOPROPULSEUR • 100 % TRANSFÉRABLE • ASSISTANCE ROUTIÈRE PARTOUT EN AMÉRIQUE DU NORD

kia.ca/20ans

Special Olympics Olympiques spéciaux Canada — 50 YEARS ANS 1968 - 2018

KIA — Le pouvoir de surprendre

Ces offres sont accessibles à tout particulier qualifié qui prend possession d'un modèle Kia 2019 neuf et collectionné chez un concessionnaire participant du 1er mars 2019. Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix moindre. Une commande de concessionnaire peut être requise. Des conditions s'appliquent. Visitez votre concessionnaire Kia pour tous les détails. Les offres comprennent les frais de transport et préparation (jusqu'à 1 785 $, les droits spécifiques sur les pneus neufs (75 $) et les surcharges sur le climatiseur (100 $ lorsque applicable). Les frais de permis, les assurances, l'immatriculation et les taxes applicables sont en sus. *L'Association des Journalistes Automobile du Canada (AJAC) est une association de journalistes, de rédacteurs et de photographes professionnels de même que de personnes ayant d'autres activités en connexion avec l'industrie automobile et son industrie. **Le boni Célébration / Voici Voiture de l'année est disponible du 1er mars 2019 chez les concessionnaires Kia autorisés du Canada et s'applique à l'achat ou à la location. Les modèles Kia neufs et non enregistrés suivants : Forte 2019, Soul 2019, Sportage 2019, Sorento 2019, Stinger 2018 et Stinger 2019 sont admissibles à un boni Célébration / boni Voiture de l'année de 1 000 $. Cette offre peut être combinée à d'autres offres faites par Kia lorsque applicable. Le rabais sans début du prix d'achat convenu avant taxes. La valeur du boni ne peut être convertie en rabais et ne peut être appliquée sur des transactions passées. Visitez votre concessionnaire Kia pour tous les détails. ✦ **Achat au comptant :** Offre basée sur les modèles Sportage LX TA (SP75DK) 2019 / Sorento LX TA (SR75AK) 2019 neufs à un prix d'achat de 25 695 $ / 27 995 $ incluant 1 500 $ / 2 200 $ de rabais au comptant (incluant une participation du concessionnaire de 0 $ / 200 $ et 1 000 $ en boni Célébration). Le rabais varie selon le modèle et la version choisi et sera déduit du prix d'achat convenu avant taxes. ✦✦L'offre de location est disponible sur les modèles sélectionnés, **sur approbation de crédit. Exemples applicables à la location :** offre de location disponible sur le modèle neuf et non enregistré Soul LX (SP75DV), avec un prix d'achat de 21 995 $ incluant le boni Célébration de 1 000 $ basée sur 260 paiements hebdomadaires de 52 $ au taux de 2,99 % pour 60 mois. Dépôt de sécurité de 0 $, acompte de 2 195 $ et premier paiement exigible à la livraison. L'obligation totale de la location est de 13 496 $ avec l'option de rachat à la fin du terme au montant de 7 253 $. Limite de 16 000 km par année et frais de 0,12 $ par km additionnel. *L'assistance routière illimitée n'est disponible que sur les modèles 2017 et au-delà. Pour plus de renseignements sur la garantie sans souci de 5 ans, visitez kia.ca ou composez le 1-877-542-2816. Les renseignements publiés dans cette annonce sont réputés être véridiques au moment de leur parution. Kia est une marque de commerce de Kia Motors Corporation.

3500, avenue Cusson Saint-Hyacinthe (Québec) J2S 8N9 450 **774-3444** • 514 **454-3444**

kiasthyacinthe.com

« Obéissez à la voix intérieure, elle nous commande de donner de nous-mêmes et d'aider les autres. Tant que nous avons la capacité de donner, nous sommes vivants.»

- Patrick Louis Richard

L'épreuve du feu

Saint-Hyacinthe vient de vivre une dure épreuve, une autre... L'incendie de la Place Frontenac s'inscrit dans la suite des sinistres qui ont ravagé une partie du centre-ville au cours de son histoire. Mais comme dans toute épreuve, c'est la réaction qui compte, la résilience d'une communauté.

PAUL-HENRI FRENIÈRE

Bien que la couverture d'un incendie ne soit pas directement liée à la mission première d'un journal communautaire, la gravité de la situation appelait à une réaction spontanée et nécessaire. Le collègue Guillaume Mousseau s'en est chargé avec constance et humanité.

Dès les premières heures du sinistre, il a alimenté la page Facebook du journal MOBILES avec des photos et des vidéos en direct. On a pu voir l'évolution de l'incendie et le travail des pompiers au fur et à mesure que les événements se déroulaient.

Mais ce qui est le plus important, c'est qu'il a donné la parole aux intervenants qui organisaient déjà l'aide à la soixantaine de sinistrés qui se retrouvaient à la rue, sans logement, sans nourriture, plus rien. En cela, il répondait parfaitement à la mission d'un média communautaire : informer pour servir le bien commun.

Ce travail de Guillaume, en temps réel, a été rendu possible grâce à l'existence des réseaux sociaux. De très nombreux internautes étaient rivés à leurs écrans lors de ses reportages. Cela a certainement contribué à ce que les secours s'organisent rapidement.

Des organismes d'entraide ont mis l'épaule à la roue, de même que plusieurs individus qui ont désiré apporter leur contribution, soit matérielle ou financière. Très vite, la municipalité a voulu canaliser cette générosité (voir le texte dans ce journal) avec la collaboration des Caisses Desjardins de la Région de Saint-Hyacinthe.

***

De plus, on ne peut passer sous silence l'implication du conseiller du district Cascades, Jeannot Caron, qui a été constamment présent sur les lieux. Il s'est affairé à trouver des endroits où loger les sinistrés et à organiser leur transport avec, encore une fois, l'aide des réseaux sociaux.

À la séance du conseil municipal qui a suivi les événements, il a souligné la participation essentielle des concierges de l'immeuble, la famille St-Jean. Ils ont réussi à retracer et à faire évacuer tous les résidents du vieil édifice qui avait une configuration particulière et compliquée.

Selon le conseiller, sans cette intervention, il aurait pu y avoir des morts. Son allocution au conseil, livrée avec émotion, lui a valu des applaudissements de tous ses collègues, ainsi que du maire. Chose extrêmement rare.

Il a aussi rappelé la devise de Saint-Hyacinthe qui est « Nous revivons par amour et courage ». Cette devise aurait été choisie pour commémorer l'incendie majeur qui avait pratiquement rasé tout le centre-ville en 1876. Ce désastre avait amené les Maskoutains et les Maskoutaines à s'unir pour reconstruire leur ville.

Dans cette foulée, la Place Frontenac, d'abord un hôtel, a été érigée en 1903. L'immeuble plus que centenaire servait de rempart au vieux marché depuis ce temps. Un marché qui est en train d'être rénové pour, justement, prendre soin des édifices témoins du passé. Et la vie continue...

SOMMAIRE

BILLET DE PH
PAGE 3

À LA UNE
PAGE 4

SOCIÉTÉ
PAGES 5 À 7

POLITIQUE
PAGE 9

ENVIRONNEMENT
PAGES 10 ET 12

LIVRES
PAGES 14-15

ARTS DE LA SCÈNE
PAGE 17

ÉCONOMIE
PAGES 18-19

Suivez-nous sur twitter
twitter.com/jmobiles

Suivez-nous sur facebook
www.facebook.com/JournalMobiles

Journalistes-Collaborateurs
Paul-Henri Frenière, Nelson Dion, Anne-Marie Aubin, Serge Caya, Roger Lafrance, Catherine Courchesne, François-Olivier Chené et Marijo Demers, Bertrand Schepper.

Comité de rédaction
Anne-Marie Aubin, Sophie Brodeur,Nelson Dion, Françoise Pelletier.

Direction et publicité
Nelson Dion > direction@journalmobiles.com
Guillaume Mousseau > guillaume@journalmobiles.com
Téléphone - 450 230-7557

Graphisme
Martin Rinfret - Solutions graphiques - 819 375-4671

Conseil d'administration
Sophie Brodeur, Simon Drapeau, Pierre Béland, Yves St-Arnaud, Nathalie Dorion, Cécile Ménard.

Les grandes lignes
Mobiles, Média Communautaire Maskoutain est un organisme à but non lucratif (OBNL) dont la mission première est la production et la diffusion de l'information locale et régionale reflétant en priorité la vie culturelle, sociale et communautaire de la collectivité maskoutaine.

Visitez le www.journalmobiles.com
Faites parvenir vos textes, photos et commentaires à **redaction@journalmobiles.com**

Culture et Communications Québec
AMECQ Association des médias écrits communautaires du Québec

JOURNAL MOBILES
média communautaire maskoutain
450 501-8790 www.journalmobiles.com
1195, rue Saint-Antoine – Bureau 308
Saint-Hyacinthe (Québec) J2S 3K6
Tirage : 31 500 exemplaires
Distribution par Postes Canada et présentoirs
Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Québec 1157494
ISSN : 2292-3551

Place Frontenac 1903-2019

Le 27 février dernier l'incendie de la plus que centenaire Place Frontenac (1903) a détruit plus de quarante logements mettant ainsi à la rue 64 personnes. S'ajoutent au bilan cinq commerces : les restaurants L'Escabèche, Ô Saint-Patrick, Dame Tartine et Super Sushi,et la boutique Québec' Afrique.

NELSON DION

En tout plus de 172 pompiers de Saint-Hyacinthe et de 14 municipalités avoisinantes ont bravé durant plusieurs heures la fumée et un froid polaire. L'incendie s'est déclaré vers 15 h le mercredi 27 février pour être enfin maitrisé dans la nuit du jeudi.

La municipalité et le communautaire n'ont pas tardé à réagir

En effet, dès le lendemain, dans un point d'information donné à la mairie, les autorités municipales ont annoncé qu'il avait été convenu avec l'ensemble des organismes d'entraide que le meilleur moyen de soutenir les sinistrés était entre autre la mise en place d'un fonds spécial.

« Au cours des derniers jours, nous avons reçu de nombreux appels de citoyens voulant aider les sinistrés. Une réelle mobilisation maskoutaine est en cours. La mise en place d'un fonds spécial assurera une redistribution selon les besoins réels. C'est pour cette raison que nous privilégions les dons en argent. Puisque les besoins matériels vont varier en fonction de la relocalisation des sinistrés, ils sont encore à définir », a déclaré le maire Claude Corbeil.

Les maskoutains invités à donner

Les citoyens sont donc invités à se présenter à l'un des quatre points de service de la Caisse Desjardins de la Région de Saint-Hyacinthe pour émettre un don, en argent ou par chèque à l'ordre de la Ville de Saint-Hyacinthe - fonds d'aide aux sinistrés.

Un comité a été mis en place pour gérer le fonds dans le meilleur intérêt de tous les sinistrés. Il est composé de représentants de la Ville de Saint-Hyacinthe, du Centre de bénévolat de Saint-Hyacinthe et du Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Est. À cet effet, un reçu fiscal sera remis par la Ville de Saint-Hyacinthe pour les dons de plus de 50 $.

Une solidarité manifeste

Au moment de mettre sous presse, on pouvait déjà mesurer la générosité du milieu, puisque le fonds d'aide avait déjà amassé plus de 22 000 $ Ajoutons aussi que, même si tout est loin d'être réglé, la majorité des sinistrés avaient déjà été relocalisés.

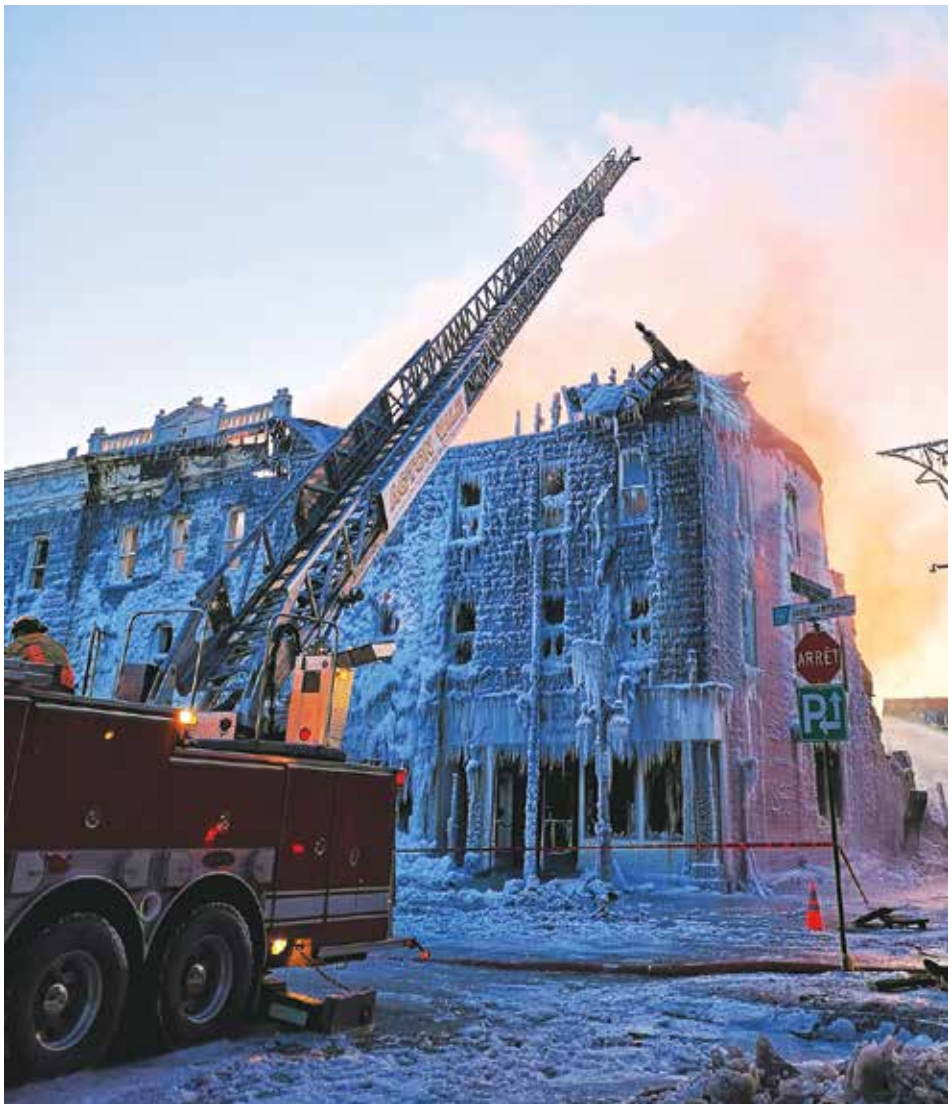


PHOTO : KARINE LANGELIER

TOUTES NOS FÉLICITATIONS À GUILLAUME MOUSSEAU !

L'équipe ainsi que le conseil d'administration du journal Mobiles tiennent à souligner le travail exceptionnel de son directeur marketing/animateur de réseaux sociaux, Guillaume Mousseau. Son action bénévole, en plus d'informer en temps réel la population, a contribué à la mise en place et à la coordination de l'aide aux sinistré.e.s de l'incendie de la Place Frontenac.

Du même souffle, le journal tient aussi à exprimer son soutien à toutes les personnes sinistrées et souligne son admiration face à la solidarité des citoyen.ne.s et des organismes qui ont pris part à l'aide aux personnes touchées par ce terrible incident.

L'équipe du journal Mobiles

SAINT-HYACINTHE-ACTON

Y a-t-il une crise du logement social?

Y a-t-il une crise du logement social et abordable dans la région? Afin de discuter de la question, la députée de Saint-Hyacinthe-Acton, Brigitte Sansoucy, a convié la population à une rencontre qui s'est tenue le 17 février dernier dans ses bureaux. Si l'on se fie à la réponse du public, le sujet préoccupe la population puisque plusieurs personnes ont répondu à l'invitation.

PAUL-HENRI FRENIÈRE

Question de faire le portait de la situation, la députée a fait appel à trois intervenants : Jean-claude Ladouceur, directeur général de l'Office municipal d'habitation (OMH) des Maskoutains et d'Acton, Geneviève Ledoux, coordonnatrice du Groupe de ressources techniques (GRT) de Saint-Hyacinthe et la députée d'Hochelaga Marjolaine Boutin-Sweet, porte-parole du NPD en matière de logement.

295 ménages en attente

Jean-Claude Ladouceur a d'abord parlé de la situation actuelle du logement social à Saint-Hyacinthe et dans la région. Au total, on dénombre quelque 850 logements sociaux administrés sous différents programmes, le plus important étant constitué des Habitations à loyer modique (HLM).

« Il y en a peut-être beaucoup, mais le problème, c'est qu'il y a encore 295 ménages qui sont sur notre liste d'attente » déplore le directeur de l'OMH.

Et il y a aussi les coopératives d'habitation. À saint-Hyacinthe, on compte 15 coops ayant chacune son conseil d'administration, et gérant, au total, environ 400 logements. « Il faut dire que beaucoup de ces coops ont été constituées au début des années '80 et la plupart nécessiteraient des travaux de rénovation. Le problème, c'est qu'elles manquent de financement » explique Geneviève Ledoux.

Chacune de ces coops est indépendante et possède sa propre liste d'attente avec ses critères d'admissibilité. Difficile de quantifier le nombre exact de familles et de personnes seules – souvent âgées – qui auraient besoin d'un logement abordable. Chose certaine, il y en a beaucoup.

Augmentation générale des loyers

Parallèlement, la proportion des condos mis en location ne cesse de progresser. Or, leurs loyers sont bien au-delà de la capacité de payer des ménages locataires à faible revenu. Sauf que ce phénomène d'embourgeoisement entraîne une augmentation générale des loyers plus importante que l'inflation. D'où la nécessité que l'État intervienne.

« Il faut se rappeler qu'en 1993, le gouvernement fédéral s'est désengagé du logement social, indique Jean-Claude Ladouceur. Plus tard, le provincial a pris la relève avec le programme AccèsLogis. Sauf qu'avec ce programme-là, on demande une participation financière très importante aux municipalités. Plusieurs ne peuvent pas aller aussi loin qu'elles le voudraient, surtout les petites municipalités rurales qui ne peuvent tout simplement pas participer au programme, même si les besoins existent ».

La demande du NPD

Le 5 février dernier, le NPD avait demandé au gouvernement libéral de s'attaquer efficacement à la crise du logement en investissant dès maintenant les fonds nécessaires dans le budget fédéral de cette année. Mais il a plutôt voté contre la mise en œuvre de mesures d'urgence.

Un refus qui a fait réagir vivement la députée Brigitte Sansoucy. « Les libéraux n'ont pas fourni l'aide dont les gens ont besoin et ils demandent à la population canadienne d'attendre. Ils ont plutôt empiré la situation en faisant des coupes dans nos programmes en logement, tout comme les conservateurs auparavant. Trop de gens font encore les frais des mauvais choix de ces deux gouvernements. Les gens sont aux prises avec un endettement personnel considérable, mais la priorité du gouvernement libéral est plutôt de donner des milliards de dollars en cadeaux fiscaux aux entreprises » a-t-elle déclaré.

Sheraton
SAINT-HYACINTHE HOTEL

VIVEZ L'EXPÉRIENCE SHERATON !
1315, rue Daniel-Johnson Ouest, Saint-Hyacinthe (Québec) J2S 8S4
sheratonsainthyacinthe.com | 450 250-5555

Budget du Québec : des demandes pour une plus grande justice sociale

Un mois avant le dépôt du budget provincial de François Legault, un regroupement d'organisations communautaires et syndicales de la région avait présenté aux médias une liste de demandes visant une plus grande justice sociale.

PAUL-HENRI FRENIÈRE

Pour ce faire, la Coalition Solidarité Montérégie (CSM) avait délégué quatre porte-paroles à Saint-Hyacinthe : Michel Gauvin, du Collectif d'action populaire Richelieu-Yamaska (CAPRY), Josée Harnois, coordonnatrice de la Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire (TROVEP) de la Montérégie, Jacques Tétreault, du Comité des citoyens et des citoyennes pour la protection de l'environnement maskoutain (CCCPEM) et Michel Daigle, vice-président du Conseil central de la Montérégie (CSN) pour la région de Saint-Hyacinthe.

L'environnement

D'entrée de jeu, Jacques Tétreault a lancé que l'environnement devait être au sommet des priorités gouvernementales. « Tout le monde se rend compte aujourd'hui que les changements climatiques affectent la qualité de vie de la population » a-t-il déclaré. Et la situation est urgente.

Selon la coalition, le gouvernement doit adopter dès maintenant le projet de loi soumis en décembre dernier par Dominic Champagne et son groupe du Pacte pour la transition. Et on demande qu'une reddition de comptes annuelle et publique soit obligatoire.

Il doit également mettre en place une transition énergétique socialement et économiquement juste et accorder un meilleur financement au ministère de l'Environnement et de la Lutte au changement climatique.

Les services publics et le communautaire

Après les années d'austérité imposées par le gouvernement précédent, la coalition estime « qu'il est temps de réinvestir massivement dans les services publics ». Selon la CSM, les services publics et les programmes sociaux, de par leurs caractères universels et accessibles, jouent un rôle important dans la qualité de vie des citoyens.

Parallèlement, le gouvernement doit rehausser significativement le financement des organismes d'action communautaire autonome et de défense collective des droits et ce, tout en respectant leur autonomie.

On sait que le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Jean Boulet, a récemment signifié son intention d'amorcer les travaux relatifs à l'élaboration d'un tout nouveau Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire.

« Il s'agira de voir ce que le budget nous réserve, avance Michel Gauvin du CAPRY, et nous sommes prêts à négocier. Je rappelle que le milieu communautaire compte plus de 8000 organismes composés très majoritairement par des femmes. Le tissu social ne pourrait pas tenir sans leur contribution et elles sont largement sous-payées malgré leurs diplômes. »

Les conditions de travail et l'assurance médicaments

Par ailleurs, le représentant de la CSN, Michel Daigle, avance que la coalition appuie les revendications du regroupement « 5-10-15 » qui demande d'avoir son horaire de travail au minimum 5 jours à l'avance, 10 jours de congés payés par année pour maladie ou responsabilité familiale et un salaire minimum à 15$ de l'heure. « Le gouvernement doit prendre des engagements en ce sens. Il faut permettre aux travailleuses et travailleurs de sortir de la pauvreté. »

Enfin, la CSM partage l'idée qu'il faut mettre en place une assurance médicaments publique et universelle qui permettrait des économies énormes en dépenses de médicaments. « Le Canada est le seul pays dit industrialisé qui n'en a pas encore mis en place, alors que cela permet à toutes et à tous d'avoir le même accès aux médicaments d'ordonnance, la même couverture. Sans parler des économies pour l'ensemble de la collectivité qui sont énormes » soutient la coalition.

Les moyens d'agir

En conclusion, Josée Harnois explique que les demandes sont grandes, mais que le gouvernement a les moyens d'agir. « Nous sommes conscients des efforts que nous demandons au gouvernement du Québec. Cependant, il y a urgence d'agir sur les conditions de vie des citoyens les plus démunis et ainsi également améliorer la situation de toutes et tous. »

Elle rappelle également qu'avec les surplus d'au moins 4,5 milliards $ et des mesures fiscales plus progressistes, le gouvernement a les moyens de mettre en oeuvre des actions concrètes et de prendre des engagements sérieux pour l'amélioration des conditions de vie.

Le Chantier centre-ville soulève des inquiétudes

Le Chantier centre-ville, lancé officiellement par la Ville de Saint-Hyacinthe en février dernier, soulève des inquiétudes, notamment en ce qui concerne le nouveau règlement qui permet la construction d'édifices de 6 à 8 étages.

PAUL-HENRI FRENIÈRE

Françoise Pelletier, qui a été recrutée à la dernière minute pour faire partie du comité, explique : « Nous avons déjà eu trois rencontres et je peux dire que l'atmosphère est agréable, les gens collaborent. Mais c'est évident que chacun a ses propres intérêts et sa propre vision du centre-ville. Or, je suis la seule qui vit directement dans le secteur visé par la nouvelle réglementation, le centre-ville riverain ».

Rappelons que le Chantier centre-ville est composé de 17 personnes dont plusieurs représentants de la Ville, des associations concernées à divers titres, notamment économique, et des résidents.

« Les autres résidents n'habitent pas directement dans cette zone, poursuit Françoise Pelletier. Un promoteur privé pourrait bien décider de construire un bloc de huit étages en face de chez moi. Imaginez tout le chambardement que cela causerait… Je suis la seule du comité dans cette situation ».

L'avenir des logements abordables

Françoise Pelletier a bien tenté de recruter d'autres résidents de son voisinage, mais leurs candidatures n'ont pas été retenues par la Ville. C'est le cas de Pierre Grégoire qui est membre d'une coopérative d'habitation, la coop Saint-Hyacinthe.

« Nous avons 8 maisons pour 25 logis qui sont en bon état, explique l'homme de 73 ans qui a toujours vécu dans le quartier. À ma connaissance, un entrepreneur privé n'aurait pas le droit d'acheter nos maisons. Mais on ne connaît pas l'avenir. Il pourrait quand même construire des gros blocs à côté » s'inquiète-t-il.

La disparition de logements abordables inquiète également Françoise Pelletier. « L'incendie qui a détruit la Place Frontenac, derrière le marché, a supprimé 43 de ces logements, explique-t-elle. Si on ajoute les 35 logis qui sont détruits par la Ville pour faire des stationnements, ça devient préoccupant ».

« D'autant plus que selon le dernier rapport de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), Saint-Hyacinthe aurait l'un des plus bas taux inoccupation du Québec, soit 1.4% alors que le seuil acceptable est de 3%. Et ces chiffres ont été compilés avant l'incendie et les démolitions. »

Les inquiétudes du CCCPEM

Cette situation préoccupe également la présidente du Comité des citoyens et citoyennes pour la protection de l'environnement maskoutain (CCCPEM), Annabelle T. Palardy, qui fait aussi partie du Chantier centre-ville.

Dans une lettre d'opinion parue dans MOBILES, elle se demande : « qu'adviendra-t-il des personnes habitant d'ores et déjà le quartier centre-ville, notamment ceux visés par la nouvelle zone centre-ville riverain ? »

Puis elle poursuit : « Le CCCPEM déplore le phénomène de gentrification qui verra certainement de nombreuses personnes être évincées de leurs appartements, ainsi que des propriétaires qui pourraient aussi se voir expropriées au profit de projets de résidences privées. »

D'autres consultations à venir

Précisons que dans les prochains mois, le comité Chantier centre-ville participera à plusieurs ateliers afin d'échanger sur le diagnostic, la vision, les axes d'intervention et les enjeux liés à la conception du nouveau programme particulier d'urbanisme (PPU).

La population sera consultée une première fois à ce sujet l'été prochain. Une étude d'impact sur la santé sera également réalisée en août prochain. Trois autres étapes de consultations publiques sont prévues en fin d'année 2019 et l'année suivante en vue d'une adoption du nouveau PPU en décembre 2020.

LA DÉPUTÉE CHANTAL SOUCY OFFRE CET ESPACE AUX ORGANISMES DE LA RÉGION AFIN DE FAIRE CONNAÎTRE LE MILIEU COMMUNAUTAIRE AUX MASKOUTAINS

CHANTAL SOUCY
DÉPUTÉE DE SAINT-HYACINTHE
VICE-PRÉSIDENTE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
chantal.soucy.sahy@assnat.qc.ca
TÉL. : 450 773-0550

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

LES 8 MARSKOUTAINES, CO-FEMM ET LE CAVAS RICHELIEU-YAMASKA ET SOREL-TRACY SE MOBILISENT CONTRE LES INIQUITÉS DU SYSTÈME DE JUSTICE ENVERS LES FEMMES

Devant le nombre effarant d'iniquités subies par les femmes victimes d'agressions lorsqu'elles décident de porter plainte, le comité des 8 Marskoutaines et la Coalition des femmes de la MRC les Maskoutains (CO-FEMM) ont, dans l'après-midi du 8 mars, mobilisé des personnes sensibles à la situation devant le palais de justice de Saint-Hyacinthe. Que ce soit par leur présence ou par l'apport d'informations statistiques, plusieurs organismes, dont le Centre d'aide pour victimes d'agression sexuelle (CAVAS), ont participé à l'organisation de l'événement. Selon Johanne Gourde, directrice du CAVAS Richelieu-Yamaska et Sorel-Tracy, il est essentiel que les partenaires des secteurs judiciaire, médical et social se concertent afin de remédier aux lacunes du système de justice.

« Le système est inadéquat : les longs délais, le manque d'informations, les imprévus face aux procédures et les rares sentences données aux agresseurs découragent les victimes. Ce sont de réels obstacles vécus par les femmes victimes fréquentant le CAVAS. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : à peine une (1) agression sexuelle sur vingt (20) est portée à l'attention des services policiers et, de ce nombre, trois (3) plaintes sur mille concluent à une sentence ! »

En outre, mythes et préjugés sont encore monnaie courante` : des questions ou allusions sur la tenue vestimentaire, sur la consommation ou non d'alcool ou de substances ont raison des plus courageuses. Même la notion de consentement est remise en cause. Comme le dit si bien Mélanie Sarroino, du Regroupement québécois des CALACS : « […] les forces de l'ordre et les procureurs affichent régulièrement des comportements dignes d'une autre époque. » Autre obstacle à surmonter : les victimes doivent parfois attendre jusqu'à cinq ans avant que leur cause ne soit entendue… quand elle l'est !

En cette journée du 8 mars, Journée internationale des droits des femmes dont le thème, cette année, est : « Le respect, ça se manifeste ! », il a été clairement démontré que l'on s'attend à ce que justice soit rendue de manière équitable, sans aucune discrimination ni aucun préjugé, pour toutes et tous. « Un changement est nécessaire, incontournable. Notre système de justice doit être adapté aux réalités et au vécu des femmes victimes d'agressions. C'est dans cet esprit que la ministre de la Justice et responsable de la Condition féminine du Québec, Mme Sonia LeBel, appuyée par Véronique Hivon, Hélène David et Christine Labrie, envisage la mise en place d'un tribunal spécialisé sur les crimes sexuels. Ceci, lié à un meilleur accompagnement et soutien des victimes, constituerait une avancée considérable sur le chemin de l'équité de droits pour les femmes », a conclu la présidente de CO-FEMM et membre du comité des 8 Marskoutaines, Mme Lyne Goulet.

Mme Lyne Goulet, présidente de CO-FEMM et membre du comité des 8 Marskoutaines, en compagnie de Jeannie Proulx-Gignac et Katia Raymond.

NISSAN

Innover pour exalter

NISSAN INTELLIGENT MOBILITY MC

L'ÉVÉNEMENT

MON CHOIX

Un choix simple pour le temps des sucres.

JUSQU'À **2000$*** DE RABAIS

OU

JUSQU'À **1%** DE RÉDUCTION DU TAUX*

OU

JUSQU'À **3** PAIEMENTS DE LOCATION À NOS FRAIS‡ (Valeur jusqu'à 2000$)

Sur modèles sélectionnés. Les montants de 2000$ sont sur le Murano. Le KICKS est exclu de ces offres.

ROGUE

LOUEZ LE **ROGUE S À TRACTION AVANT** POUR **298$** / MOIS AVEC 2995$ EN COMPTANT INITIAL PENDANT **24 MOIS**, INCLUANT 1500$ DE RABAIS MON CHOIX.

C'EST COMME PAYER **69$**** /SEMAINE

LOCATION COURTE DURÉE **24 MOIS**

VALEUR AU DÉTAIL DE **27 208$**

QASHQAI

LOUEZ LE **QASHQAI S À TRACTION AVANT** POUR **255$** / MOIS AVEC 2795$ EN COMPTANT INITIAL PENDANT **36 MOIS**, INCLUANT 1000$ DE RABAIS MON CHOIX.

C'EST COMME PAYER **59$**** /SEMAINE

VALEUR AU DÉTAIL DE **24 263$**

MICRA SV 2018

LOUEZ LA **MICRA SV À BOÎTE AUTOMATIQUE** POUR **172$** / MOIS AVEC 1595$ EN COMPTANT INITIAL PENDANT **60 MOIS**, INCLUANT 750$ DE RABAIS MON CHOIX.

C'EST COMME PAYER **39$**** /SEMAINE

VALEUR AU DÉTAIL DE **16 613$**

LE TOUT NOUVEAU KICKS

LOUEZ LE **KICKS S** POUR **213$** / MOIS AVEC 2195$ EN COMPTANT INITIAL PENDANT **60 MOIS**

C'EST COMME PAYER **49$**** /SEMAINE

VALEUR AU DÉTAIL DE **19 908$**

CONSULTEZ **CHOISISSEZNISSAN.CA** POUR PLUS DE DÉTAILS

L'ASSOCIATION DES CONCESSIONNAIRES NISSAN DU QUÉBEC

NISSAN DE ST-HYACINTHE

6255, boul. Laurier Ouest

1 844 822-8144

NISSANSTHYACINTHE.COM

Offres en vigueur du 1er mars au 1er avril 2019. Les offres de location par l'entremise de NCF sont basées sur une allocation de 20 000 km / an (allocation totale de 40 000 / 36 / 60 mois) avec kilométrage additionnel à 0,10 $ / km. Le premier paiement et le versement comptant le cas échéant sont requis à la signature du contrat. Les frais d'inscription auprès du RDPRM et les frais d'agent pour l'inscription (jusqu'à 77 $ au total) ne sont pas compris et sont payables à la signature du contrat. Pour les offres à l'achat au comptant et à la location, les taxes, immatriculation, droits spécifiques sur les pneus neufs (15 $) et les assurances sont en sus, et exigés à la signature du contrat. ** Les paiements ne peuvent être faits hebdomadairement. Ils sont uniquement mentionnés à titre informatif. * Le rabais Mon Choix de 2 000 $ / 2 000 $ / 1 500 $ / 1 000 $ / 1 000 $ / 750 $ est applicable à l'achat au comptant, à la location ou au financement à taux standard, sur approbation de crédit, uniquement par l'entremise de NCF, d'un modèle Pathfinder 2019 / Murano 2019 / Rogue 2019 / Qashqai 2019 / Sentra 2019 / Micra 2018. Ce rabais ne peut être combiné à un taux de location ou de financement subventionné et sera déduit du prix de vente négocié avant les taxes. ‡ Offre de durée limitée par l'entremise de Nissan Canada Financial Services Inc. (NCF) sur approbation de crédit. Réduction du taux allant jusqu'à 1% offerte sur modèles Rogue 2019 / Sentra 2019 / Qashqai 2019 / Murano 2019 / Pathfinder 2019 / Micra 2018 neufs, financés ou loués, d'un concessionnaire Nissan participant. Le client recevra une réduction allant jusqu'à 1% sur les taux de financement ou de location présentement offerts par l'entremise de NCF, jusqu'à un minimum de 0%. En aucun cas les taux ne seront réduits à moins que 0%. ± Dispense de paiement de jusqu'à 1 500 $ / 1 000 $ / 1 000 $ / 2 000 $ / 2 000 $ / 750 $ est disponible à la location d'un modèle Rogue 2019 / Sentra 2019 / Qashqai 2019 / Murano 2019 / Pathfinder 2019 / Micra 2018 neuf et non-immatriculé auparavant d'un concessionnaire Nissan autorisé au Canada, sur approbation de crédit. Jusqu'aux 3 premiers paiements mensuels de location (excluant les taxes) seront annulés, jusqu'au montant maximal précisé ci-dessus. Suite aux paiements annulés, le client sera obligé de faire tous les autres paiements à la location prévus pendant la durée du contrat. Si le montant total des 3 paiements à la location dépasse le montant maximal précisé ci-dessus, le client ne sera pas crédité pour la différence. La valeur des paiements à la location d'un client dépendra de la durée de la période de location et de l'acompte, le cas échéant, telles que sélectionnées par le client. Les offres sont sous réserve de l'approbation de crédit par Nissan Canada Finance; elles peuvent être modifiées, prolongées ou annulées sans préavis. Les concessionnaires peuvent fixer leurs propres prix. Visitez www.choisissez nissan.ca ou votre concessionnaire Nissan du Québec participant pour tous les détails. Des conditions s'appliquent. © Nissan Canada Inc., 2019.

CHRONIQUE « LES AUTRES POSSIBLES »

« Les autres possibles » est une chronique écrite à quatre mains par François-Olivier Chené et Marijo Demers, tous deux enseignants en science politique au Cégep de Saint-Hyacinthe. Chaque mois, ils se prêtent à l'exercice de sortir du prêt-à-penser politique et du sens commun pour démontrer qu'il y a, en latence, une multitude d'autres possibles qui n'attendent qu'une volonté politique pour se déployer.

« On vous croit » : plus que des paroles, des actions politiques possibles

Nous venons de souligner, il y a quelques jours, la Journée internationale des droits des femmes. Or, malgré le fait que la large question de la violence faite aux femmes soit très présente dans l'actualité, dans la foulée du mouvement #MoiAussi, de la dénonciation de la culture du viol sur les campus, des affaires Weinstein, Ghomeshi et Rozon, les changements structurels sont lents à se manifester. Voici deux possibles tangibles qui n'attendent qu'une volonté politique pour se mettre en place.

FRANÇOIS-OLIVIER CHENÉ ET MARIJO DEMERS

Un autre possible : le modèle de Philadelphie

À Philadelphie, depuis 1999, toutes les plaintes déposées par des victimes d'agressions sexuelles, mais non retenues par le service de police, sont systématiquement réexaminées non pas par la police elle-même, mais par des groupes de défense des droits des femmes. Les résultats sont éloquents : en 1998, à Philadelphie, 18 % des dossiers liés à des crimes de nature sexuelle étaient abandonnés ; en 2017, seulement 4 % !

Attention, cet autre possible ne signifie pas que les groupes de défense des droits des femmes sont appelés à se substituer à la police ; il s'agit plutôt d'une vision où l'on combine l'expertise des ressources communautaires avec celle du milieu policier pour mieux traiter les cas d'agressions sexuelles et pour que les victimes aient la certitude que leur plainte est prise au sérieux. Chez nous, la Sûreté du Québec et le Service de police de la Ville de Gatineau commencent tout juste à s'inspirer de cet exemple. Souhaitons que le législateur agisse rapidement pour que ce modèle soit instauré partout au Québec, dans tous les corps de police.

Un autre possible : votre société vous croit, votre employeur vous croit aussi

En juillet 2018, la Nouvelle-Zélande a établi un congé spécifique pour les victimes de violence conjugale. Jan Logie, une députée du Parti vert et ancienne travailleuse dans un centre d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale, a porté ce combat politique qui aura duré sept ans et qui n'était pas gagné d'avance. Son projet de loi a été adopté avec une mince majorité : 63 voix en faveur, 57 voix contre. Cette loi fait en sorte que n'importe quelle Néo-Zélandaise peut informer son employeur de la situation de violence conjugale dans laquelle elle se trouve et bénéficier immédiatement de 10 jours de congé aux frais de l'employeur. Ces 10 jours de congé permettent de voir au plus urgent : nouvel hébergement, déménagement, amorce de démarches juridiques, recours à une aide psychologique, gestion des responsabilités parentales. La loi est ainsi faite qu'on croit la victime et qu'en aucun cas, ce dévoilement ne doit nuire à son parcours professionnel. Cette loi comporte d'autres dispositions liées aux conditions de travail de la victime : elle peut demander un réaménagement d'horaire, un changement de lieu de travail (lorsque c'est une possibilité) ou faire modifier ses coordonnées professionnelles en toute confidentialité.

PHOTO : NELSON DION

« Flashmob» du 8 mars dernier au Palais de justice.

Au Québec, les victimes de violence conjugale peuvent se prévaloir de deux jours de congé payé et aussi s'absenter de leur travail jusqu'à 26 semaines au cours d'une année, à leurs frais. Dire haut et fort être victime de violence conjugale au sein de son milieu de travail pour une si brève période, c'est un pensez-y-bien. Quant à quitter son travail pour un maximum de six mois — sans toucher aucun revenu — cela devient un luxe inaccessible pour la quasi-totalité des femmes. Envisager chez nous cet autre possible néo-zélandais, même le bonifier, peut sembler, de prime abord, un choix de société coûteux. Cependant, une étude réalisée pour le compte du ministère de la Justice et publiée en 2012 concluait que l'incidence économique de la violence conjugale au Canada s'élèverait à 7,4 milliards de dollars, et on parle ici d'une estimation conservatrice.

Judiciarisation ou pas, on vous croit

Dénoncer, porter plainte, judiciariser son histoire, c'est un choix. Ça reste l'un des parcours possibles. Certaines femmes opteront pour un autre parcours. Il faudrait aussi en tenir compte dans notre approche de société pour s'attaquer au fléau de la violence faite aux femmes afin de mieux les entourer et les soutenir. Tant et aussi longtemps que les changements structurels souhaités ne se matérialiseront pas (ou peu), bon nombre de femmes feront le choix de subir sans mot dire.

De nombreux pesticides détectés dans la Yamaska

La Yamaska avait déjà la triste réputation d'être la rivière la plus mal en point du Québec. Or, sa situation ne va pas en s'améliorant. Dans ses eaux, on détecte un nombre impressionnant de pesticides.

ROGER LAFRANCE

Un récent rapport produit par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (Présence de pesticides dans l'eau au Québec, Portrait et tendances dans les zones de maïs et de soya, 2015-2017) jette en effet un regard cru et inquiétant sur la qualité de l'eau de la rivière. La responsable : la culture intensive du maïs et du soya sur les terres de la région.

L'enquête porte sur plusieurs cours d'eau affectés par ces deux cultures, dont les rivières Yamaska et Richelieu. Deux de leurs affluents ont fait l'objet d'une surveillance spécifique : la Chibouet, qui draine les eaux de Saint-Hugues et de Sainte-Hélène, et la rivière des Hurons, qui prend sa source à Sainte-Madeleine.

Sur l'ensemble de ces cours d'eau, le ministère dénote une présence accrue de glyphosate, l'agent actif du Roundup, l'herbicide grandement utilisé dans ces deux cultures. Le glyphosate est aujourd'hui considéré comme une substance cancérigène probable par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Il faut rappeler que 42 % de la superficie totale du bassin versant de la rivière Yamaska est en culture. En y intégrant le bassin versant du Richelieu, les cultures du maïs accaparent 29 % des superficies cultivées et le soya, 32 %.

PHOTO : DANY BEAULAC

Vue de la rivière Chibouet du pont de la route du Moulin près du 3e rang à Saint-Hugues.

Quand on s'attarde au bassin versant de la rivière Chibouet, c'est 68 % de sa superficie qui est cultivée. Le maïs représente 53 % des cultures et le soya, 28 %.

22 pesticides détectés dans la Yamaska

Entre 2015 et 2017, pas moins de 22 pesticides différents ont été détectés dans les eaux de la Yamaska de la mi-mai à la mi-août. Pour la rivière Chibouet, leur présence va de 21 à 27 selon les périodes des prélèvements. Le glyphosate, de son côté, était présent dans 80 à 100 % des échantillons.

« Des dépassements des critères de qualité de l'eau (CVAC) pour plusieurs pesticides sont constatés dans tous les échantillons prélevés dans la rivière Yamaska en 2016, et dans 77,8 % de ceux prélevés en 2017 », décrit le rapport. Ces dépassements proviennent surtout des insecticides néonicotinoïdes. Ces produits qui enrobent les semences de maïs et de soya sont responsables du déclin des abeilles observé au cours des dernières années, à tel point qu'ils sont maintenant interdits en France. Au Québec, les producteurs peuvent toujours les utiliser sous la supervision d'un agronome.

La Chibouet en triste état

Selon le rapport, l'état de la rivière Chibouet semble pire que celui de la Yamaska. En 2015 et 2016, tous les échantillons prélevés au cours de ces deux années révélaient un dépassement des critères de qualité pour au moins un pesticide. Dans un échantillon prélevé en juin 2015, la concentration de glyphosate dépassait même de deux fois les normes maximales.

Enfin, le rapport a analysé l'eau de 52 puits situés près de champs de maïs et de soya. La présence de pesticides a été détectée dans 13,5 % d'entre eux (7 puits), mais en faible concentration et bien en deçà des normes de qualité de l'eau.

Un constat qui n'est pas surprenant

ROGER LAFRANCE

Jacques Tétreault n'est pas surpris des résultats de cette étude. Le militant écologiste sait depuis longtemps que l'état de la rivière est le résultat d'un lourd héritage d'une agriculture intensive.

« On ne peut pas penser qu'en injectant autant de produits de synthèse dans les champs, il n'y aura aucun impact sur la rivière, affirme-t-il. C'est pourtant la pensée magique que nous sert l'industrie, qu'on ne peut pas faire d'agriculture sans utiliser tous ces produits chimiques. »

Membre du CCCPEM (Comité des citoyens et citoyennes pour la protection de l'environnement maskoutain), Jacques Tétreault siège aussi à l'Organisme de bassin versant (OBV) de la Yamaska. En 2013, l'organisme avait tenu des états généraux qui avaient dressé un constat peu reluisant de la situation.

Même si l'agriculture intensive est la principale cause du haut taux de pesticides dans la Yamaska, il tient à remettre les choses en perspective. L'agriculture est responsable de 40 % de la pollution de la rivière. Le reste provient des industries, des fosses septiques non conformes ou des municipalités qui déversent leur trop-plein dans la rivière.

« Je ne connais pas d'agriculteurs qui se lèvent un matin en disant qu'il va aller polluer cette journée-là. Par contre, les producteurs sont conditionnés dans leurs pratiques par les vendeurs de produits, les agronomes et les plans de fertilisation, en somme, par l'agrobusiness qui fait vivre les banques. L'agriculture, c'est une grosse business. »

Devant les résultats de ce rapport, a-t-il encore confiance dans l'eau potable ? « C'est une grande question, convient-il. C'est sûr qu'il n'y a pas de méthodes pour enlever tous ces produits dans l'eau. On ne peut pas penser que l'eau de n'importe quelle ville est exempte de produits chimiques, et ce, même si elle satisfait les normes gouvernementales. »

Jacques Tétreault reproche aussi le manque de financement accordé aux organismes comme l'OBV de la Yamaska pour mettre en place des mesures d'atténuation qui pourraient améliorer la situation.

Ouvert maintenant ! · 7 jours sur 7, de 9 h à 17 h

Croyez-le ou non, l'été est déjà arrivé chez-nous ! Venez le vivre.

Le cactus FLEURI 100%

Ramenez un bout du Sud chez-vous !

Suivez-nous sur Facebook pour toutes vos questions horticoles, nos promotions et activités.

www.cactusfleuri.ca • 450 795-3383 • 1850, rang Nord-Ouest, Sainte-Marie-Madeleine

Mars, un mois critique

Mars, le troisième mois de l'année, celui durant lequel l'hiver semble desserrer son emprise sur la nature, s'avère critique pour la faune en général. Saviez-vous que les animaux et que les oiseaux en ont ras le pompon des températures glaciales et du manque de nourriture ?

SERGE CAYA

Le menu habituel des oiseaux, principalement constitué d'insectes, est rarement disponible en quantité suffisante ; ils n'ont donc rien à se mettre « sous la dent » ! Et les mammifères sont arrivés au bout de leurs réserves de graisse.

Bien entendu, une bonne partie de la gent ailée qui réside en milieu urbain fréquente les mangeoires, faisant la tournée des divers quartiers maskoutains. Ces espèces d'oiseaux, tels les geais bleus, les cardinaux rouges et les mésanges à tête noire, ont appris à vivre à proximité des humains pour assurer leur survie durant l'hiver. Par contre, d'autres espèces, comme les juncos ardoisés et les bruants hudsoniens, voyagent de grandes distances pour rejoindre les résidences salvatrices. Bonnes gens, attendez encore avant de ranger votre cantine bienfaisante !

Un étourneau sansonnet bien trempé et récemment arrivé tente de survivre à une pluie froide et soutenue durant le printemps.

PHOTO : SERGE CAYA

Les cerfs de Virginie et les petits mammifères, quant à eux, à quelques exceptions près, sont confinés en forêt où même la réserve de nourriture faible en nutriments est devenue insignifiante. Pour cette raison, on les aperçoit de plus en plus souvent dans les champs où ils tentent de déceler quelques grains de maïs restés sous le couvert neigeux et de profiter des rayons plus chauds du soleil afin de se réconforter.

En mars, les soubresauts de plus en plus fréquents et extrêmes de mère Nature sèment aussi la crainte. Une tempête de neige tardive, le verglas, une pluie froide et soutenue, et même, une chute draconienne des températures peuvent sceller définitivement le sort de certains individus déjà très affaiblis par les rigueurs de l'hiver. Seuls les plus forts survivront ! Le mois de mars constitue ainsi un moment charnière entre l'hiver et le printemps.

Si nous assistons à un début de migration printanière, un retour hâtif sous des conditions extrêmes peut mettre en danger la vie des merles d'Amérique, des étourneaux sansonnets, des corneilles et des carouges à épaulettes. C'est sans compter la grande demande d'énergie qu'exige la mue printanière qui dure plusieurs semaines ; les mâles se départissent de leurs plumes ternes pour adopter un plumage nuptial flamboyant au moment où il y a encore très peu de nourriture disponible dans la nature.

PHOTO : SERGE CAYA

Voilà un écureuil roux qui semble bien surpris de cette chute de neige tardive.

Alors, vivement le printemps pour bénéficier de la chaleur et d'une nourriture plus abondante !

Est-ce que vous recevez le remboursement maximum pour vos impôts? Êtes-vous au courant des nouveautés fiscales pour 2018?

Faites confiance à **Gabriel Richard**, comptable professionnel agréé (CPA) avec plus de 10 années d'expérience. Le meilleur des deux mondes : un service personnalisé et un prix compétitif.

Appelez-moi dès maintenant, je peux vous aider!

Efficience CPA
Fiscalité et comptabilité

Les autres services offerts par Efficience CPA :
Fiscalité pour entreprises
Planification fiscale
États financiers pour entreprises
Conseils

450 278-0453
gabriel@efficience-cpa.com
www.efficience-cpa.com

CPA COMPTABLE PROFESSIONNEL AGRÉÉ

LA NOUVELLE
IMPREZA 2019
4 portes

208 paiements à partir de **65 $*** par semaine taxes en sus

Location de **48** mois

0 $ acompte

AWD Traction intégrale symétrique

PZEV VÉHICULE À ÉMISSIONS QUASI NULLES

Prix de détail suggéré de
21 760 $
Transport et préparation inclus, taxes en sus

Montant total exigé avant le début de la location : 74,73 $ (taxes incluses).
Location basée sur une allocation annuelle de 20 000 km avec kilométrage additionnel de 0,10 $ le km.

2019 IIHS TOP SAFETY PICK+ avec système EyeSight[*1] et phares spécifiques[2]

2019 alg PRIX VALEURS RÉSIDUELLES voiture compacte[3]

SUBARU Saint-Hyacinthe

2855 RUE PICARD, SAINT-HYACINTHE | **450 773-5262**

* L'offre de location s'applique au modèle illustré, l'Impreza 2.0i Commodité 4 portes 2019 (KF1 CP), à transmission manuelle, dont le prix de détail suggéré est de 21 760 $ (taxes en sus). L'offre de location comprend 208 paiements de 65 $ (taxes en sus) par semaine pour un terme de 48 mois avec un acompte de 0 $. Le premier paiement de 65 $ est requis à la signature du contrat. Le montant total exigé avant le début de la location est de 74,73 $ (taxes incluses). La location est basée sur une allocation annuelle de 20 000 km. Des frais de 0,10 $/km seront facturés pour les kilomètres excédentaires. Les frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers, les frais de transport et de préparation, ainsi que les droits spécifiques sur les pneus neufs sont inclus. Le permis de conduire, l'immatriculation (prix varie selon le client) et les assurances sont en sus. Le concessionnaire peut louer à prix moindre. L'offre et les spécifications techniques peuvent changer sans préavis. Le financement est offert sous réserve de l'approbation de crédit des Services Financiers Subaru par TCCI. L'offre est en vigueur jusqu'au 31 mars 2019. Certaines conditions s'appliquent. 1. EyeSight® est un système d'assistance au conducteur qui peut ne pas fonctionner dans certaines conditions. Il incombe en tout temps au conducteur d'adopter une conduite sécuritaire et prudente. L'efficacité du système dépend de nombreux facteurs, tels que l'entretien du véhicule ainsi que les conditions météorologiques et routières. Consultez le Manuel du propriétaire pour les détails de fonctionnement et les limites. 2. Les cotes de sécurité sont attribuées par l'Insurance Institute for Highway Safety (IIHS). Visitez le www.iihs.org pour connaître les méthodes de tests. 3. ALG est la référence de l'industrie en matière de valeurs résiduelles et de données de dépréciation, www.alg.com. Visitez votre concessionnaire Subaru participant pour tous les détails. Impreza et Subaru sont des marques déposées.

Place aux femmes!

De tout temps, les femmes ont été occultées des manuels d'histoire, lesquels étaient souvent rédigés par des hommes. Depuis quelques temps, un vent contraire souffle du bon côté des choses et de nombreuses publications rendent hommage aux femmes d'ici et d'ailleurs, d'hier à aujourd'hui. Il était plus que temps!

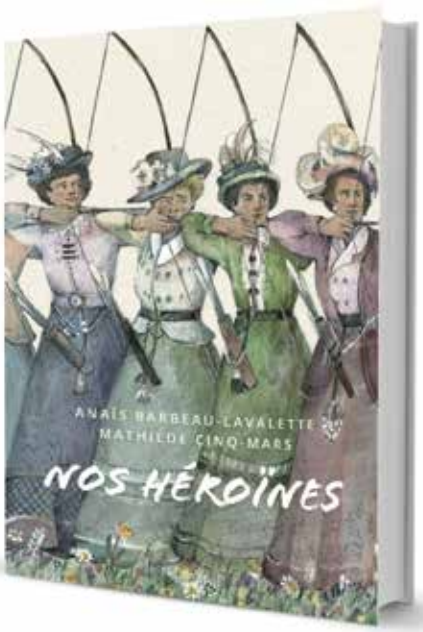
ANNE MARIE AUBIN

Nos héroïnes :

à la mémoire des femmes d'ici

Anaïs Barbeau-Lavalette, connue pour son livre à succès, La femme qui fuit, a publié l'automne dernier un magnifique album de biographies féminines québécoises. Ces récits de vie, racontés brièvement, visent à faire connaître aux jeunes et aux grands lecteurs ces femmes qui ont pris part à l'histoire du Québec.

Ces femmes inspirantes et avant-gardistes sont nombreuses, trop pour apparaître dans un seul livre : « Voici des femmes admirables. Il y en a beaucoup encore : des centaines à honorer. Plutôt que de chercher ici les absentes, célébrons les présentes, choisies avec cœur. En attendant les prochaines. »



Plus de quarante portraits de femmes

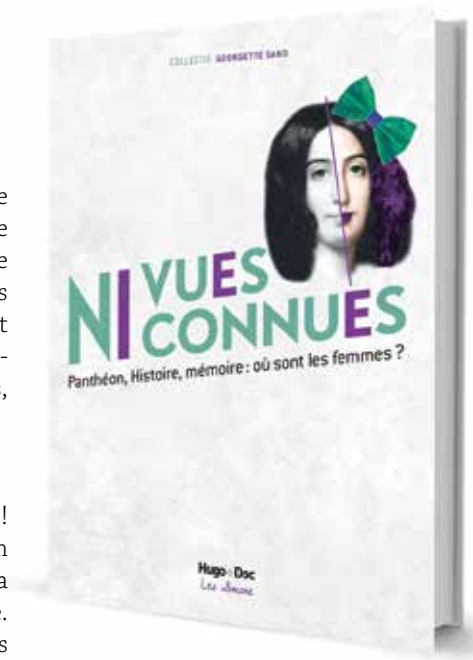
Des débuts de la colonie à aujourd'hui, elles ont marqué l'histoire en bravant les interdits, en surmontant les épreuves. Parmi elles, des personnalités connues et moins connues : Jeanne-Mance, Idola Saint-Jean, Marie Gérin-Lajoie… Mais aussi des artistes comme La Bolduc, des écrivaines comme Henriette Dessaulles, mais aussi des athlètes sportives, des journalistes, des militantes, des Amérindiennes… Humaines, pionnières dans leur domaine, elles sont devenues des modèles, des exemples à suivre pour leur détermination et leur courage. Voici ce qu'on dit à propos d'Elsie Reford et de son magnifique jardin : « Elsie refuse de suivre les règles du jardinage, et quand on lui dit que le pavot bleu de l'Himalaya ne s'enracinera jamais ici, elle s'empresse de prouver le contraire. Aujourd'hui encore, cette fleur délicate pousse vaillamment dans le jardin d'Elsie… au milieu des 3000 autres variétés de plantes qui font des jardins de Métis un des lieux les plus émouvants du pays. »

ANAÏS BARBEAU-LAVALETTE
Nos Héroïnes. Illustrations de Mathilde Cinq-Mars. Montréal, Éditions Marchand de feuilles, 2018, 95 p.

Classés chronologiquement, les récits de vie sont racontés avec amour et fierté. Chacune a sa personnalité résumée brièvement parce que cet album est destiné aux enfants. Mais parfois l'auteure aiguise notre curiosité et on en lirait davantage. Il aurait été intéressant d'ajouter des sources bibliographiques, lieu de naissance etc.

Lecture à offrir et à partager

L'objet livre est tout simplement superbe! On le feuillette lentement comme un album de photographies. Mathilde Cinq-Mars a illustré tout l'album de façon magistrale. Les pages de garde illustrées de jolies fleurs ajoutent un aspect féminin au livre. Tous les récits sont imprimés à la page de gauche sur un fond de couleur en lien avec l'illustration de la page de droite. Inspirée par les photographies et les textes, l'illustratrice a su créer des portraits tout en douceur et en finesse. Un bijou à se procurer!



COLLECTIF GEORGETTE SAND
Ni vues, ni connues. Panthéon, Histoire, mémoire : où sont les femmes? Paris, Éditions Hugo Doc, 2017, 253 p. (collection Les Simone)

Ni vues, ni connues :

Panthéon, Histoire, mémoire : où sont les femmes?

De la même façon, en France, une équipe de femmes a rédigé un ouvrage sur le même sujet. Ce collectif propose 75 biographies afin de « lutter contre toutes les inégalités sexuelles, les idées reçues, les ignorances insondables ». De tout temps, et de tous les pays, ces féministes avant l'heure sont présentées dans de courts textes passionnants et documentés.

On peut les lire au fil des 7 chapitres : les artistes, les aventurières, les méchantes inventées ou avérées, les femmes de pouvoir, les intellectuelles, les militantes et les scientifiques.

La lecture peut également s'orienter selon nos champs d'intérêt. Par exemple, si Fanny Mendelssohn intéresse le lecteur, à la fin du texte biographique on propose la lecture des pages consacrées à : « Clara Schumann, pianiste et compositrice invisibilisées par son époux, le fameux Robert; Hélène Montgeroult, qui écrit des sonates pour piano presque romantiques, bien avant Chopin. »

Photographies et tableaux illustrent chacun des portraits féminins auquel le pays d'origine, le trait de caractère dominant et les dates de naissance et de mort sont ajoutés. Par exemple : « James Barry, née Margaret Ann Bulkley. Docteur Barry femme médecin. (vers 1789-1865) Irlande.» Cette femme a dû dissimuler sa véritable identité pour exercer sa passion. Elle s'inscrit en médecine en Écosse sous le nom de son oncle défunt et ressort diplômé en 1812. Chirurgienne elle mène une carrière à travers le monde, prône le droit, des femmes, des Noirs et des pauvres.

Une lecture passionnante et remplie de découvertes!

NOUS, GENS DE LA TERRE

De Saint-Jude jusqu'au bout du monde

De son port d'attache, à Saint-Jude, Paul Langelier a effectué près de 150 voyages à travers le monde depuis une vingtaine d'années. Non pas en touriste, mais comme intervenant en coopération internationale. Ses principales destinations : l'Afrique de l'Ouest, les Philippines, El Salvador et Haïti.

PAUL-HENRI FRENIÈRE

Celui qui a fait ses études au Séminaire de Saint-Hyacinthe puis à l'Université de Montréal s'est engagé très tôt dans sa vie pour l'Union des producteurs agricoles du Québec, plus précisément au volet Développement international, appelée communément UPA DI.

De ses nombreux contacts qu'il a développés dans ces pays, Paul Langelier en a rapporté une multitude d'anecdotes parfois drôles, parfois touchantes, toujours signifiantes. Il en a tiré un livre qu'il propose sous forme de roman. Intitulé « Nous, Gens de la Terre », le livre a été lancé officiellement en décembre dernier dans les locaux de l'UPA, à Longueuil, devant plus de 130 personnes.

« J'aime quand Paul part en voyage, car je sais qu'il reviendra chargé d'histoires à raconter. J'aime l'entendre détailler ses périples. Il me parle des gens qui croisent sa route avec une telle tendresse, que j'ai l'impression de les avoir moi-même rencontrés. Je voyage à petits frais, suspendue à ses lèvres » a écrit l'une de ses amies, l'auteure Maryse Lapierre, en quatrième de couverture.

« Monsieur Paul » et Moussa

Dans le livre, on parle d'agriculture, de savoirs paysans et de famille à travers les conversations entre « Monsieur Paul » - c'est le nom qu'on lui donnait – et les divers intervenants. Le personnage principal, Moussa, est paysan de profession, chef de famille et il préside son organisation paysanne. Les deux amis échangent autour des différentes réalités sur lesquelles ils se sont penchés au fil des 27 dernières années.

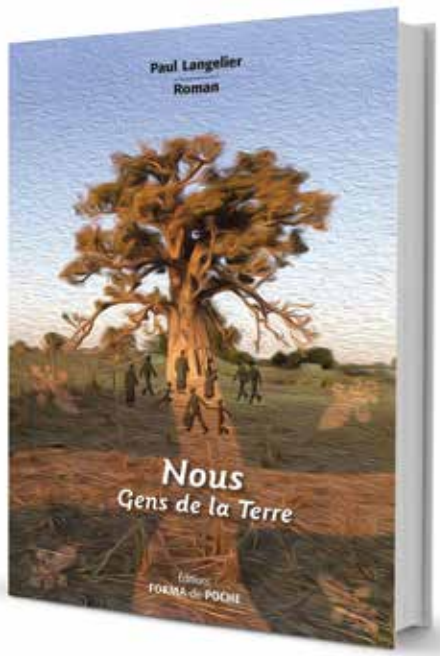
Moussa vit dans son village de Bunchibourara et son organisation est partenaire de l'UPA DI. Lui et Paul Langelier sont considérés comme deux bâtisseurs d'une coopération de solidarité pour le développement de l'agriculture familiale. D'autres personnages essentiels à l'évolution de la réflexion, ainsi qu'à l'émancipation du milieu agricole, gravitent autour d'eux.

Une coopération empreinte d'humanité

Mais ce qui est peut-être le plus important, c'est l'humanité qui se dégage de ces rapports. Ce « roman » n'est pas une véritable fiction. Il s'agirait plutôt d'une autobiographie romancée où transpirent la bienveillance et une certaine sagesse émanant de cet homme à l'abondante barbe blanche.

Le livre est d'ailleurs truffé de proverbes, majoritairement africains, dont celui-ci du camerounais Manu Dibango : « On ne peut pas peindre du blanc sur du blanc, pas plus que du noir sur du noir, puisque chacun a besoin de l'autre pour mieux se révéler ».

C'est un peu le message qui transpire de cet ouvrage : il n'y aura pas d'avenir pour cette terre sans une réelle coopération empreinte d'humanité entre les peuples. L'auteur laisse d'ailleurs au lecteur le soin d'écrire les derniers chapitres.



À noter que le livre n'est pas disponible en librairie. On peut se le procurer en envoyant un chèque au nom de Paul Langelier ou par virement Interac à l'adresse courriel beaulan77@gmail.com. L'auteur l'envoie par la poste dans les jours qui suivent. Le prix, incluant l'envoi postal, est de 26.00$. On peut également le contacter sur sa page Facebook : Nous, Gens de la Terre.

BIENVENUE À MON NOUVEAU BUREAU DE CIRCONSCRIPTION!

Depuis le 3 décembre 2018, mon bureau est emménagé au 2685, boulevard Casavant Ouest, tout près du quartier industriel et du pôle commercial de Saint-Hyacinthe.

J'ai choisi cet endroit pour permettre une meilleure accessibilité aux citoyens, tout en permettant un choix de stationnements gratuits à proximité. Étant situé tout près de l'autoroute 20, il sera plus facile pour les citoyens des municipalités environnantes de se rendre au bureau de leur circonscription.

Mon équipe et moi sommes disposés à répondre à vos questions. Nous pouvons également vous apporter une aide concernant vos démarches auprès de ministères ou d'organismes publics.

Bienvenue à tous et au plaisir de discuter avec vous !

CHANTAL SOUCY
DÉPUTÉE DE SAINT-HYACINTHE
VICE-PRÉSIDENTE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
chantal.soucy.sahy@assnat.qc.ca
TÉL. : 450 773-0550

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

UNE HISTOIRE DE RÉUSSITE... LA SUITE !

avec Alexandre Barsalou et Nissan St-Hyacinthe

Nous sommes fiers de vous annoncer qu'Alexandre Barsalou est maintenant rendu directeur des ventes d'autos usagées. C'était l'un de ses objectifs, mais aussi l'une des raisons pour lesquelles il travaille chez Nissan Saint-Hyacinthe, soit de pouvoir avancer rapidement. Après seulement deux ans chez Nissan Saint-Hyacinthe, il a su démontrer son expertise !

Maintenant qu'il est à sa nouvelle position, il souhaite continuer d'améliorer son expertise et, ainsi, permettre aux clients de Nissan Saint-Hyacinthe d'acquérir des véhicules de qualité à un prix qui bat toute compétition. Sa mentalité dans les autos usagées, c'est acheter chez Nissan une auto usagée avec la qualité d'une neuve. Venez rencontrer son équipe afin de voir ce qu'elle a à vous offrir.

Anne-Lise Nadeau, une artiste maskoutaine à la créativité débordante

Anne-Lise Nadeau est une chanteuse pour enfants connue sous le nom d'Anne-Lune. Originaire de Saint-Liboire, elle vit depuis plusieurs années à Saint-Damase, d'où elle concocte mille et un projets pour les enfants âgés de 8 à 13 ans.

CATHERINE COURCHESNE

Bachelière en interprétation jazz, Anne-Lise Nadeau a très vite trouvé ce qui la faisait vibrer : chanter pour les enfants. C'est ainsi qu'est né le personnage d'Anne-Lune qui, de par son énergie et ses chansons, plaît autant aux filles qu'aux garçons. En 2014, elle lançait son premier album intitulé Anne-Lune et le grand jeu Enviro-fruit. Depuis, elle n'a cessé de grandir comme artiste dans l'univers des tout-petits, un univers qu'elle connaît très bien, étant elle-même maman.

Les spectacles

Via ses chansons et ses spectacles, Anne-Lise Nadeau tient avant tout à donner aux enfants ce dont ils ont le plus besoin : de l'amour ! « Le monde de performance dans lequel on vit engendre de l'anxiété chez de nombreux enfants. Ils apprennent très tôt à se comparer aux autres et, malheureusement, à se dévaloriser. C'est pourquoi je trouve important de leur transmettre des messages qui les aident à s'accepter et à s'aimer tels qu'ils sont. » Une noble mission qu'Anne-Lise accomplit en présentant son spectacle Mon baluchon à travers le Québec et le Canada francophone. Et ça fonctionne ! La preuve est que les yeux des enfants brillent de joie partout où elle va, que ce soit dans les écoles ou dans les festivals. Cela constitue sa plus grande source d'inspiration et de motivation.

Les clips

Et de l'inspiration et de la motivation, elle en a ! En effet, en plus de se produire en spectacle, Anne-Lise s'amuse à faire ses propres clips. Son petit dernier dévoile la chanson On n'est pas des robots, qui parle de l'importance de s'aimer avec ses qualités et ses défauts. « On y retrouve Anne-Lune et son complice Balthazar, une marionnette que j'ai moi-même confectionnée. Alors que Balthazar énonce ses défauts, Anne-Lune le réconforte en lui disant ce que, chez lui, elle trouve beau. Et ce dont je suis particulièrement fière, c'est que malgré son sujet sensible, la chanson est dynamique et invite à danser. »

Les correspondances

Ce n'est pas tout. Pour se rapprocher encore plus de son public, Anne-Lise vient de lancer un nouveau projet, soit Les correspondances d'Anne-Lune. Le concept est très simple : l'artiste écrit des lettres personnalisées aux enfants qu'elle envoie ensuite par la poste, comme dans le bon vieux temps ! Une idée qu'elle a eue lorsqu'elle a reçu des dessins d'enfants par voie postale. « J'ai alors réalisé que peu d'enfants sont sur les réseaux sociaux. Conséquemment, les lettres sont une belle manière d'entrer en contact avec eux. De plus, j'avais envie qu'ils connaissent le plaisir d'écrire une lettre, de la glisser dans une enveloppe, d'y coller un timbre et de mettre le tout à la poste… tout comme le plaisir d'attendre et de recevoir une lettre en retour. » Les enfants inscrits aux correspondances recevront également des dessins à colorier qu'elle a elle-même créés. Avec tout cela, dire qu'Anne-Lise Nadeau est créative et passionnée est un euphémisme !

Pour en savoir davantage sur l'artiste et sur ses projets : www.anne-lune.com

Le PIB est-il encore le meilleur indicateur

Généralement, lorsqu'on tente de déterminer si l'économie va bien, on se fie à l'observation du produit intérieur brut (PIB). Cet indicateur provient de l'estimation de l'ensemble des activités sur un territoire donné pendant une période donnée. Lorsque le PIB est en croissance, l'économie est réputée comme en bonne situation; à l'inverse lorsque celui-ci régresse, alors l'économie est considérée comme en mauvaise posture. Ainsi, aux yeux de certains, qui associe croissance économique et qualité de vie, l'étude du PIB permet d'évaluer le bienêtre et la prospérité.

BERTRAND SCHEPPER

INSTITUT DE RECHERCHE ET D'INFORMATIONS SOCIOÉCONOMIQUES

Or, le PIB a des failles importantes qu'il importe de souligner à nouveau. En effet, le PIB ne calcule pas l'impact de l'épuisement des ressources naturelles, de la concentration de la richesse, des changements climatiques, etc., alors que l'ensemble de ces variantes peuvent avoir un effet sur l'économie à long terme. Alors que la majorité des États, dont le Canada et le Québec, disent vouloir favoriser une économie plus verte ou plus sobre en carbone, se fier uniquement au PIB est une erreur.

Ce constat est de plus en plus partagé puisque les chef-es d'État du G7 réunis à Charlevoix en 2018 ont déclaré que « les pays doivent commencer à compiler des mesures axées sur la prospérité et le bien-être à long terme ».

De nombreux indicateurs tentant de capter ces mesures existent déjà. Au Québec, nous pouvons penser à l'indice du progrès véritable (IPV), tel qu'établi par Harvey Mead, ex-Commissaire au développement durable. Cet indicateur tente de prendre en compte les activités économiques non monétaires, dont par exemple le bénévolat, le travail domestique, ainsi que l'effet de la perte des ressources naturelles et les dégâts liés aux inégalités sociales comme les maladies, les délits, le chômage, etc.

Au Canada, l'Institut international du développement durable (IISD) a présenté l'indice du patrimoine global. Cet indicateur, >

CHEZ NISSAN SAINT-HYACINTHE, ACHETEZ UNE AUTO USAGÉE AVEC LA QUALITÉ D'UNE NEUVE !

Plus de 70 véhicules usagés en stock, prêts pour l'essai ! Également partenaire du Groupe Beaucage avec plus de 25 concessions où trouver le véhicule de vos rêves.

Plusieurs autos Nissan usagées certifiées avec balance de garantie.
Achetez usagé, sans tracas, comme si vous achetiez un véhicule neuf !

6255, boul. Laurier Ouest
1 844 822-8144 - nissansthyacinthe.com

NISSAN DE ST-HYACINTHE

pour mesurer le bien-être économique?

contrairement au PIB, tente de compiler les données afin de faciliter la prise de décision « axée sur la prospérité et le bien-être à long terme ». Pour ce faire, l'indice prend en compte différents facteurs économiques, environnementaux, sociaux et de connaissance d'un État. En bref, il s'agit d'une forme de PIB affinée.

À noter, selon le plus récent rapport de l'IISD, lorsque l'on évalue la croissance du PIB au Canada entre 1980 et 2015, on remarque un taux de croissance annuel de 1,47 %, alors que celui du patrimoine global est de 0,23 %. (p.7). Cela veut dire que si l'on adhère aux thèses de l'IISD, la prospérité canadienne, à long terme, est moindre que si l'on évalue uniquement les activités économiques. Cela s'explique, toujours selon l'IISD, par trois facteurs importants:

1. L'endettement des ménages a atteint un niveau record depuis 1980. Cet endettement s'expliquerait, entre autres, par le fait que les Canadiennes ont investi davantage dans les logements suite à la crise des années 1980. Cela a causé une inflation des prix des logements et a participé à augmenter l'endettement envers des firmes étrangères.

L'endettement des ménages a atteint un niveau record depuis 1980.

2. Les changements climatiques sont devenus une menace réelle, car ils causent une augmentation des événements météorologiques extrêmes, comme des inondations, qui créent une hausse des dépenses. Au travers du PIB, ces dépenses seraient perçues comme positives, alors que dans les faits, il ne s'agit pas d'un impact positif.

3. Les investissements du Canada dans le capital (bâtiments et les machines) se concentrent principalement dans deux secteurs : le logement et les infrastructures d'extraction pétrolière et gazière. En 2015, 25 % du capital produit connexe au secteur commercial était investi dans des actifs liés à l'extraction du pétrole et du gaz, par rapport à 9 % en 1980. Ainsi, la hausse du PIB est propulsée par le secteur pétrolier non renouvelable qui n'est pas viable à long terme.

En bref, ce sont des facteurs qui ne peuvent être bien définis par le PIB, mais qui peuvent avoir de réels effets sur la prospérité des Canadien-nes. D'où la nécessité de le raffiner avec des indicateurs tels que le patrimoine global. Cela permet d'éviter de se laisser aveugler par les bons résultats économiques à court terme.

Évidemment, comme pour le PIB, il faut rester prudent quant à l'utilisation d'indicateurs économiques. Aucun d'entre eux ne sera en mesure de capter l'ensemble des effets des activités économiques d'une population. Cependant, il devient pressant de favoriser la mise en place d'une diversité d'indicateurs et de favoriser un raffinement du PIB.

Pour connaître les dates visées et officielles de la période de dégel :

- consultez le site Web du ministère des Transports (www.transports.gouv.qc.ca);
- composez le 511 (Québec) ou le 1 888 355-0511 (ailleurs en Amérique du Nord);
- suivez-nous sur les médias sociaux : Facebook (@TransportsQc) et Twitter (@Transports_Qc, @Qc511_QcLevis, @Qc511_Mtl).

Québec

PRIME
AUTO FINANCE

VOUS AIMERIEZ OBTENIR VOTRE FINANCEMENT ?

Remplissez votre demande en ligne
sur notre site sécurisé ou téléphonez-nous :

WWW.PRIMEAUTOFINANCE.COM
514 770-1884

VOUS FAITES FACE À DES PROBLÈMES DE CRÉDIT ? VOUS AVEZ DE LA DIFFICULTÉ À OBTENIR DU FINANCEMENT AUTOMOBILE ?

Prime Auto Finance vous offre une solution de crédit auto personnalisée, quelle que soit votre situation financière : faillite libérée et non libérée, proposition de consommateur, premier emprunt, travailleur autonome, étudiant, retraité, nouvel arrivant, aucun historique de crédit, retard de paiement...

Chez Prime Auto Finance, le crédit de nos clients est notre priorité. Nos spécialistes sont là pour s'assurer que vous repartiez au volant de la voiture que vous désirez, et ce, que vous ayez un bon ou un mauvais crédit.

Chef de file en financement automobile dans tout le Québec, Prime Auto Finance vous garantit d'être approuvé à 100 %. Notre équipe est formée de conseillers chevronnés et d'experts en crédit qui vous accompagnent non seulement dans vos démarches de financement automobile, mais également dans le choix de votre véhicule. Fier partenaire de Nissan Saint-Hyacinthe et d'Occasion Beaucage Saint-Hyacinthe, Prime Auto Finance vous donne accès à un vaste inventaire de véhicules neufs et à plus de 2000 véhicules d'occasion, et ce, quels que soient votre budget, vos attentes et vos exigences.

Contrairement aux institutions de financement traditionnelles, notre équipe fait de votre dossier une analyse qui va au-delà d'un simple examen de votre historique de crédit. Nos professionnels tiennent compte de nombreux éléments. Ils prennent le temps de comprendre votre position, vos acquis et vos besoins. Vous obtiendrez, chez Prime Auto Finance, un service efficace et chaleureux, le tout sans vous sentir jugé ni exploité. Notre but est de vous offrir un soutien et un prêt sur mesure qui respecte votre budget et vos besoins.

En choisissant Prime Auto Finance, nul besoin de vous casser la tête ! Nous savons ce que nous faisons, et nous le faisons bien. Le financement automobile, c'est notre domaine. Nous comptons bien vous en faire profiter.

autocapital CANADA INC. · BANQUE NATIONALE · ICEBERG FINANCE · ACCÈS CRÉDIT · BMO · CARFINCO · creditfix · RBC · iA Groupe financier · TD

514 770-1884

450, RUE JOHNSON EST,
SAINT-HYACINTHE QC J2S 8W5

INFO@PRIMEAUTOFINANCE.CA

WWW.PRIMEAUTOFINANCE.CA